

# la nouvelle lettre

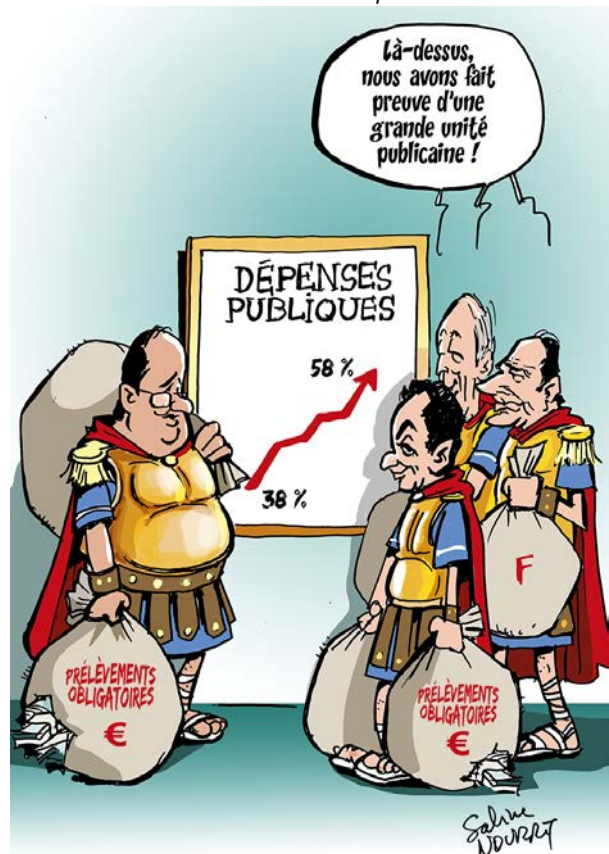
Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1240 du 2 juin 2015 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1€

1981-2015 | 35ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1240

**EDITORIAL** : Les Publicains pp.1-2  
**CONJONCTURE** : Encouragement aux Petites entreprises p. 3  
**ACTUALITES** : L'histoire au service de la propagande p. 4 - 3.536.000 chômeurs : pas de panique ! p. 5 - L'encyclique sur l'environnement est annoncée p. 5  
**ACTUALITE DU LIBERALISME** : pp. 6-7  
**LU POUR VOUS** : p. 8

## Les Publicains

Ils se battent pour s'attribuer le monopole de la République, de ses valeurs. Tous se disent Républicains. Je pense qu'en réalité tous ne sont que des publicains.

Dans l'empire romain, les publicains sont les collecteurs d'impôts : ancêtres des fermiers généraux de la royauté française, ils versent à l'Etat une somme définie par contrat et récupèrent ensuite la somme auprès des contribuables. Tout excédent est à leur avantage : voilà une belle entreprise.

L'exploitation du peuple par les prélèvements obligatoires, impôts, taxes, cotisations et contributions diverses, n'est donc pas nouvelle. C'est l'exercice dans lequel a excellé

notre classe politique, avec un art consommé depuis Georges Pompidou.

Durant son court mandat, feu le président a maintenu à 38 % le taux des dépenses des administrations publiques (APU) par rapport au PIB. La France avait fait un bond publicain spectaculaire depuis 1870 (la dépense publique représentant alors 10 % du PIB). Giscard fut un publicain efficace : en sept ans il a atteint 42 %. A la veille de son échec, en 1981, il avait eu la maladresse d'avouer : « ne dites pas aux Français que je suis socialiste, ils me croient libéral ! » Cet aveu était légitime puisqu'au moment de son élection, il avait décrété : « au-delà de 40 % on est dans un pays socialiste ». >>

## Abonnements et commandes

Vous avez été nombreux à nous demander de vous abonner, vous réabonner à la Nouvelle Lettre ou de passer vos commandes d'ouvrages en ligne. C'est chose faite ! Nous conservons également la possibilité d'imprimer le bulletin d'abonnement à nous retourner par courrier avec votre règlement.

Abonnement et paiement en ligne

Bulletin d'abonnement

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

[www.libres.org](http://www.libres.org)

1 | Editorial | La nouvelle lettre n°1240 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

## Les Publicains (suite)

Il est en effet arrivé à 42,5 % et à partir de 1974 le budget sera sans cesse en déficit (« relance » de Pierre Fourcade en juillet). Evidemment, il appartenait aux publicains de gauche et à François Mitterrand d'accélérer la bonne tendance et, grâce aux nationalisations, aux dévaluations et autres mesures de bon aloi, la dépense publique augmente de 27 % en 1982, on embauche 170.000 nouveaux fonctionnaires et le déficit budgétaire se situe enfin à un taux plus convenable, que nous connaissons maintenant : 3,5 % du PIB. Le court intermède de droite avec le gouvernement Balladur (1993-1995) n'a pas entamé cet acquit (peut-être cet inné) et c'est en 1993 que l'on franchit le seuil des 50 % ; de plus, le jeune Ministre du Budget a eu le mérite d'accroître la dette publique de 3% en deux ans. Paradoxalement, les dépenses se stabilisent à la fin du gouvernement Jospin, mais elles repartent à la hausse. Crise oblige, ou crise excuse ; le Président Sarkozy, adepte de la relance, propulse les dépenses à 56,8 % et, couronnant le tout et sans un sanglot, Hollande nous mène aux 57,7 % qui nous placent en tête de tous les pays européens.

**« En 40 ans les dépenses sont passées de 38 à 58 % du PIB »**

Nous avons donc maintenant de nouveaux Républicains. Quel sera le progrès ? Rien, dans les discours du chef des Républicains, ne laisse pour l'instant présager un effondrement des dépenses publiques. Nicolas Sarkozy ne sera crédible que lorsqu'il aura persuadé les Français que son parti cessera d'être publicain.

Pour rompre avec les Publicains, il faut en effet rompre avec l'Etat Providence, car les dépenses publiques ne sont pas affectées à des « biens communs », à des investissements collectifs, mais au paiement de millions de fonctionnaires et pensionnés de l'Etat. Cette rupture est-elle souhaitée au sein des Républicains de droite ? Ceux de gauche veulent nous faire croire qu'ils vont changer la tendance de l'expansion de l'Etat. Ils ne sont pas crédibles et continuent à multiplier promesses, subventions, créations d'emplois publics. Et ceux de droite ? S'ils veulent nous servir la nième version de la sociale démocratie, avatar du socialisme, ils n'enflammeront pas les foules et n'entreprendront aucune des vraies réformes dont le pays a besoin.

D'ailleurs « Res Publica », est-ce un programme libéral ? C'est parce qu'on a pris la mauvaise habitude de voir dans tout problème une chose « publique » que les dérives dirigistes et totalitaires nous ont emportés. Le tout public (santé, retraite, éducation, logement) est à l'opposé du principe libéral de base : la subsidiarité. de n'intervenir que dans le secteur privé et marquer les problèmes de la vie. Au lieu de se contenter lorsque les citoyens, le marchand, ne peuvent régler en société, l'Etat s'arroge le monopole et consent, de temps en temps, à laisser des miettes de liberté à ses esclaves contribuables. Payez et vous aurez en échange de beaux services publics.

**« En France tout problème devient " public " »**

Je dois dire enfin, et je m'en suis déjà expliqué, que les valeurs de la République sont comme la tunique de Nessus. Aujourd'hui, au nom de l'égalité on devient égalitariste ; au nom de la fraternité, on est condamné à la solidarité forcée ; au nom de la liberté on tolère voire encourage toutes les mœurs contraires au droit naturel et à la dignité de l'être humain.

On voit tout le chemin qui reste à faire à nos Républicains, de l'opposition et du gouvernement, pour ouvrir le chemin d'une France libre, vivant dans la prospérité et l'harmonie. Prenons patience : d'ici 2017 ils seront tous libéraux. Nous les inciterons à l'être en tous cas : que les Français sachent la vérité et apprennent à distinguer les Républicains des Publicains.

**Jacques Garello**

## Encouragement aux Petites entreprises

Petites et Moyennes Entreprises, et Très Petites Entreprises : elles ont la sympathie des princes qui nous gouvernent. Elles seraient le terreau de la croissance française et le ferment de la reprise en cours ; elles créeraient des emplois. Autant de raisons pour les choyer : Monsieur Rebsamen, ministre du travail, leur offre les services des syndicats dont elles étaient privées ; Monsieur Macron, ministre de l'économie, leur permet d'acheter plus cher les importations d'énergie et d'équipement dont elles ont besoin et Monsieur Sapin, ministre des finances publiques, soigne leur fiscalité.

### Leur personnel enfin représenté

Les patrons de ces PME et TPE ne sont pas très avertis des bienfaits syndicaux. Voici que le projet de loi Rebsamen va permettre aux salariés de ces entreprises d'être représentés et défendus par des syndicalistes. Car tout le monde sait que dans ces PME TPE le patron est de droit divin, ignore jusqu'à l'existence du dialogue social, c'est-à-dire de la lutte des classes. Jadis, pour se prémunir de la gent syndicale, les patrons jouaient sur les « seuils » : avoir moins de 10 salariés dispensait d'avoir des délégués du personnel ; à partir de 50, un Comité d'entre-

prise ; à partir de 300, un CHSCT et une grande série de seuils (200, 500, 1.000, 2.200) s'accompagnaient de nouvelles prérogatives syndicales : crédits d'heures de délégués, journées de formation, obligations de partage des profits, etc.. Les « effets de seuil » ont été considérés comme négatifs, les employeurs se refusant à embaucher pour ne pas encourir de nouvelles contraintes sociales et syndicales. Fort heureusement, les seuils vont disparaître, au moins dans un sens : les plus petits n'échapperont pas à l'ingérence des syndicats. Alors, pourquoi

cette fronde patronale, en particulier de la part de la CGPME ? Le ministre explique, entre autres arguments, que les syndicats vont pouvoir non seulement assurer la défense juridique des salariés, mais aussi permettre de développer des activités culturelles dans l'entreprise. Qui seront ces chevaliers blancs ? Assurément pas des employés de l'entreprise, trop petite pour l'exercice d'une saine démocratie participative. Mais voici une situation favorable à l'emploi dans l'activité syndicale : c'est un élément efficace de lutte contre le chômage.

### Leurs coûts allégés par l'euro faible

Nul doute que l'euro faible soit un facteur de croissance pour les entreprises françaises. Malheureusement, si nos avions, hélicoptères ou produits alimentaires se vendent moins cher dans la zone dollar, les PME TPE travaillent surtout pour le marché national. Mais elles s'approvisionnent aussi en dollars, désormais plus chers. La facture pétrolière s'alourdit, ainsi que les importations de machines outils ou de matières premières payées en dollars. Au total, elles ne semblent pas bénéficier de

cette fameuse « reprise » que l'on mesure dans les grands groupes (dont les chiffres d'affaires et les profits se font surtout à l'étranger). Ce sont des « laissées pour compte », elles n'ont pas pu s'aligner « sur les astres », comme dit le FigEco (29 mai). Certains, qui ne manquent ni d'optimisme ni de culture économique (keynésienne bien entendu) soutiennent que l'euro faible (grâce à Messieurs Macron et Draghi) a libéré du pouvoir d'achat pour les Français : l'argent que les consommateurs

ne mettent plus dans leur réservoir se dépense dans les PME TPE. Mais « la baisse du prix du pétrole ne suffit pas » dit François Asselin, président de la CGPME, qui constate en particulier que si la vente des immeubles neufs a augmenté, la baisse des mises en chantier dans les BTP est considérable ; or, ce secteur est celui qui fait vivre nombre de petits sous-traitants.

### La fiscalité est stabilisée

Nous avons souvent expliqué ici que les performances et la compétitivité des entreprises françaises étaient obérées par le coût de la main d'œuvre, lourdement grevé par les charges sociales. Or, dans les PME TPE, ces coûts représentent la plus lourde part des charges d'exploitation. De plus, les impôts sur les sociétés et même sur les revenus sont plus ressentis dans les PME ETP qui ont le plus souvent la forme juridique d'entreprises individuelles. Le matraquage fiscal de ces der-

niers trimestres et l'instabilité des lois de finances ont dérouté tous ces entrepreneurs, ils n'ont pas la possibilité de rechercher « l'optimisation fiscale » ailleurs qu'en réduisant leur activité et leur personnel. Il faudra attendre que le taux de l'impôt sur les sociétés baisse de dix points et que la progressivité de l'impôt sur le revenu soit atténuée d'au moins vingt points pour que les entrepreneurs reprennent confiance. A juste titre Bernard Zimmern se bat depuis vingt ans pour qu'en France on

libère les « business angels », ces investisseurs privés, appartenant à la famille ou aux relations, qui financent les start up et autres entreprises de faible taille grâce à des exonérations fiscales. Il n'en est rien en France, à la différence de la grande Bretagne et des Etats Unis. Et en Allemagne, ce sont des entreprises de taille intermédiaire (entre 500 et 3.000 salariés) qui sont les fers de lance des exportations. ●

# L'histoire au service de la propagande

*Au Panthéon le socialisme reconnaissant*

**O**n peut sérieusement plaindre les Français nés après 1960 : ils ne connaîtront de l'histoire que ce que les gouvernants et les médias leur auront appris (ou désappris). Comment se servir du passé, voire même le travestir, pour manipuler les jeunes générations ? Alfred Sauvy avait eu le courage d'écrire un livre intitulé *De la rumeur à l'histoire* et démontrait que le stock de connaissances du passé enseigné et retenu par les Français n'était en fait qu'une collection de vagues rumeurs sur des événements qui ne s'étaient jamais produits ou pas dans les conditions que l'on imaginait : la prise de la Bastille et la libération des prisonniers enfermés arbitrairement par des « lettres de cachet » est un bel exemple de rumeur, tout comme la victoire du New Deal sur le chômage et la pauvreté aux Etats Unis.

Venons-en au Panthéon. « *L'esprit de résistance* » y a été à l'honneur. Il n'est pas question de l'ignorer ou de le minimiser. Mais le ramener à des personnes certes hors du commun mais qui ont en commun de faire valoir le Président au moment opportun, c'est assez mesquin.

Les mérites attribués à chacun étaient judicieusement choisis. A Geneviève De Gaulle Anthonioz, le mérite d'avoir lutté contre l'exclusion, d'avoir créé ATD Quart Monde avec le père Wresinski pour secourir les exclus – mais en omettant de préciser que cette association a surtout secouru les martyrs du communisme. A Pierre Brossolette, le mérite d'avoir sacrifié sa vie pour échapper aux barbares, comme l'a fait Saint Maximilien Kolbe en prenant la place d'un père de famille que l'on conduisait à la chambre à gaz d'Auschwitz.

Mais voici deux mérites que François Hollande a particulièrement soulignés.

Celui de Jean Zay d'abord. Ecoutons le Président : *Assassiner Jean Zay, c'était pour ses meurtriers profaner la République. Il rassemblait sur lui les haines dont Vichy s'était emparées. Haine du protestant, haine du juif, parce qu'il était, par ses origines familiales, les deux à la fois. Haine du franc-maçon, du libre penseur, haine du Front populaire, haine de la Ligue des Droits de l'Homme, haine de la démocratie. Voilà de quoi expliquer « l'esprit du 11 janvier » et de le récupérer : Soixante-dix ans après, ces haines reviennent, avec d'autres figures, dans d'autres circonstances, mais toujours avec les mêmes mots et les mêmes intentions. Elles frappent des innocents, des journalistes, des juifs, des policiers, et c'est pour conjurer cette résurgence funeste que les Français, le 11 janvier, se sont levés.[...]Tous n'étaient pas là, ce jour-là. Mais la marche était pour tous. Pour la liberté.*

Mais avec Jean Zay, ministre de l'Instruction Publique du Front Populaire, c'est aussi l'école laïque de Rajat Vallaud Belkacem que l'on peut évoquer : *C'est par la laïcité qu'elle dresse un mur infranchissable devant ceux qui veulent diviser les Français et c'est par l'intégration qu'elle fait aimer la France. Que les collégiens, lycéens d'aujourd'hui soient fiers de voir entrer ici celui qui a imaginé le siècle suivant, c'est-à-dire le vôtre, comme celui de la démocratisation de la connaissance.[...] Et quand certains rencontrent des difficultés, de ne jamais leur fermer la porte. Et si l'intégration connaît des ratés, et il y en a, ce n'est pas la faute de la République, c'est faute de République. Donc, à quelques ratés près on se sent bien dans l'école de la République – quand la République est là (FSU, CGT ?)*

Les mérites de Germaine Tillon sont plus extraordinaires encore, et leur évocation vibrera aux oreilles des gouvernants algériens aujourd'hui, même si elle meurtrira quelques pieds noirs, harkis, militaires français nostalgiques d'une infâme Algérie Française. Sachez bien ce que Germaine Tillon a apporté à l'histoire : son courage. *Courage quand elle dénonce, dès 1957, la torture en Algérie, la révèle au monde, dénonce l'engrenage et la mécanique infernale de la répression aveugle. Courage quand elle rencontre secrètement les dirigeants du FLN lors de la bataille d'Alger parce qu'elle croit à une impossible trêve et comprend que la paix passe par l'indépendance. Courage parce que, jusqu'aux mois ultimes de sa longue vie, elle a épousé la souffrance humaine, vilipendé l'esclavage contemporain, dénoncé le sort fait aux migrants.*

*Elle avait anticipé ce que la colonisation allait produire [...] C'est au nom d'une Humanité blessée qu'elle est solidaire des peuples victimes.*

Sans doute le peuple algérien, victime des colons et des parachutistes, a-t-il trouvé aujourd'hui l'harmonie, la fierté et le bonheur que lui apporte un régime authentiquement démocrate.

Au début de son allocution, François Hollande pose la question : *Qu'y a-t-il de commun entre ces deux catholiques qui mirent leur vie au service de la dignité humaine et ces deux francs-maçons qui eurent très jeunes des responsabilités politiques importantes ?*

Il répondra en conclusion : *c'est l'esprit inextinguible, inépuisable de la Résistance, de l'esprit de résistance.* Mais nous suggérons un complément de réponse : c'est de magnifier le Front Populaire, la laïcité, le 11 janvier, et tout ce que fait le socialisme français aujourd'hui. Le socialisme de Hollande s'est désormais inscrit dans l'histoire, comme son inspirateur, grandi récemment par la poignée de main qu'il a reçue d'un autre grand qui a fait l'histoire : Fidel Castro. Au nom de la liberté et de l'humanité.

## 3.536.000 chômeurs : pas de panique !

*Ce chiffre intéresse-t-il encore quelqu'un ?*

C'est à croire que non. On constate d'abord que le retard de quelques jours avec lequel il a été publié par le Ministère du Travail n'a choqué personne. Si les 12.000 chômeurs en moins de janvier avaient éveillé quelque curiosité, les 25.000 en plus de mai ne présentent aucun intérêt. La hausse du chômage est devenue banale. L'opinion publique a guetté pendant quelques mois la courbe du chômage pour la voir s'inverser, maintenant plus personne ne l'observe.

Elle n'a d'ailleurs jamais eu aucune signification. D'une part, elle concerne uniquement les chômeurs de catégorie A, ceux qui n'ont pas fait une seule heure de travail au cours du mois. Sont exclus de la statistique les personnes au chômage mais qui ont eu la bonne chance de travailler quelques

heures au cours du mois (catégorie B). Le vrai chiffre serait donc aujourd'hui de plus de 5 millions de chômeurs. D'autre part, ces chiffres globaux masquent des situations et des populations très différentes. Ils sont inquiétants quand ils frappent des personnes dont les revenus d'activité sont les seuls de la famille, ou des chômeurs de longue durée envahis par le désespoir, ou des jeunes devant qui les portes du marché du travail sont fermées (principalement à cause du SMIC et des conditions d'embauche).

Finalement, ceux qui s'accommodent le mieux du chômage, ce sont les ministres eux-mêmes. Le ministre du travail fait remarquer que depuis quelques mois les signes de la reprise sont là, que la confiance des entrepreneurs revient, que les consommateurs ont un sur-

plus de pouvoir d'achat grâce à la baisse des carburants (!). Le Premier Ministre explique qu'il va créer 100.000 emplois en contrats aidés : avec quel argent et pour déboucher sur quelle situation ?

Quant au fond, les gouvernants ne sont-ils pas persuadés que les réformes qui ont été amorcées avec la loi Macron vont venir à bout du chômage ? L'inflexion sociale libérale n'est-elle pas salutaire ? On se rassure comme on peut. Il est lucide d'affirmer qu'il faut lutter contre ce fléau grâce à des réformes structurelles. Encore faut-il les accepter et restaurer la libre entreprise en mettant fin aux contraintes fiscales, sociales, financières et réglementaires qu'elle subit. •

## L'encyclique sur l'environnement est annoncée

*En avance sur le calendrier prévu, « Laudato si » sera publiée le 16 juin*

C'est le directeur de la Librairie éditrice vaticane qui l'a annoncé vendredi dernier. L'encyclique sur « l'écologie humaine », entièrement rédigée de la main du Pape François, sera publiée pour la première fois en italien. Certes les travaux du Conseil Pontifical Justice et Paix l'ont inspiré et nous avons exprimé la semaine dernière les craintes que nous inspire le dernier rapport issu de cette officine. Mais la volonté du Pape est d'aller plus vite et plus loin, il se propose même de participer à la Conférence de Paris (cette initiative personnelle était tout à

fait imprévue).

Le Pape François est très inspiré par son saint patron François d'Assise, l'ami de la nature et des animaux. Le Pape estime qu'il y a une « responsabilité des chrétiens de répondre à la première création de Dieu », ils ne sauraient donc se taire sur les problèmes écologiques et ne peuvent laisser le monopole de la recherche aux Verts.

Toute la question est de savoir si la bonne approche chrétienne est celle de la solidarité avec les pauvres. Certes François d'Assise était le petit frère pauvre (Poverollo) mais au

treizième siècle le développement économique était juste émergent, bien que Saint Thomas d'Aquin ait déjà traité de la propriété, du commerce, et même de la finance (assouplissant la prohibition du taux d'intérêt). Aujourd'hui, lutter contre la pauvreté semble prioritaire, et l'enrichissement des plus pauvres grâce au développement économique ne choque pas les contemporains, ni même les papes, tels Saint Jean Paul II et Benoît XVI. Associer écologie et pauvreté risque donc de déboucher aux mêmes conclusions que celles des Verts ! •

# la nouvelle lettre

Numéro 1 — 25 Mars 1981

Bimensuel 5 Frs.

## EDITORIAL

*La Nouvelle Lettre est née.*

*Lettre d'analyse de l'actualité économique et sociale, elle vous donnera l'optique de la Nouvelle Économie, ce puissant courant de pensée aujourd'hui ascendant aux États-Unis et en Grande Bretagne, et en progrès rapide dans notre propre pays. Nous voudrions accélérer ce progrès, et la période s'y prête. Opportunisme ? Non : opportunité. Des dizaines de publications de circonstance disparaîtront au lendemain du 10 Mai. Nos racines sont plus profondes. Puisant aux sources de la réflexion scientifique contemporaine, nous ne relâcherons pas de si tôt notre effort.*

*En Mai l'enjeu, une fois de plus, sera un choix de société. Dans ce choix, aurez-vous les éléments d'information et de réflexion nécessaires ? Gageons que la campagne fera une place plus large aux spectacles qu'aux programmes, aux personnes qu'aux idées, aux promesses qu'aux analyses.*

*Vous êtes peut-être parmi ces nombreux Français qui ressentent de plus en plus le fossé qui existe entre le discours politique courant et la réalité économique et sociale. Ceux à qui on demande des sacrifices mais qui s'aperçoivent que l'État n'en fait aucun : salariés et contribuables. Ceux à qui on demande des initiatives mais qui sont paralysés par la bureaucratie et la fiscalité : cadres, chefs d'entreprises, professions libérales. Ceux à qui on veut faire croire que socialisme et liberté peuvent coexister, ou que le libéralisme et le laxisme sont la même chose. Ceux à qui on demande des voix, surtout pour qu'ils se taisent. N'êtes-vous pas lassés de ces bouffées d'inconscience collective que déversent les mas media, n'êtes-vous pas inquiets de voir si peu d'hommes politiques affirmer une doctrine claire ? En France comme ailleurs on peut réfléchir à l'échec de Carter : échec du non-choix, improvisation naïve dans un environnement international hostile, oubli des qualités fortes qui font les sociétés libres. En France comme ailleurs le temps est venu des choix sans ambiguïté, des efforts sans relâche et des programmes sans artifice.*

*Si vos responsabilités quotidiennes, si vos jugements personnels vous ont amenés aux mêmes réactions que nous, nous vous proposons un pacte.*

*De votre côté vous ferez l'effort de nous observer pendant quelques mois. Votre temps est précieux, nous ferons tout pour qu'en quelques minutes vous puissiez recevoir l'essentiel de nos messages. De notre côté, à travers cette lettre bi-mensuelle, nous nous engageons à éclairer le débat des idées, avec le souci de mettre en relief ce qui engage durablement l'avenir de la société de libertés. Si les uns et les autres nous exécutons ce pacte, nous aurons fait un pas de plus dans la construction du libéralisme, sachant qu'il n'y a pas d'autre force à opposer à la collectivisation.*

Jacques GARELLO

Directeur de la Publication : J-P. LAURIER — Directeur de la rédaction : J. GARELLO — Comité de rédaction : Raoul Audouin — René Berger — Perrin Émile Claasen — Henri Lepage — Pascal Salin — Mise en pages et fabrication : J-P. Le Denmat

## 34 ans après : faut-il assurer la survie de la Nouvelle Lettre ?

*Vous avez ci-dessus la copie conforme du premier numéro de la Nouvelle Lettre. A ce jour 1.239 auront suivi. La présentation a été modifiée à plusieurs reprises. La maquette a évolué, la couleur est apparue, le papier a disparu. Mais à aucun moment la ligne éditoriale n'a changé, quels que soient les gouvernements en place. La raison en est simple : les structures de l'économe et de la nation françaises n'ont pas changé. A la veille de la victoire écrasante des libéraux en 1986, j'écrivais une « Lettre à nos dirigeants » préfacée par Louis Pauwels. J'y relevais les erreurs évidentes de la gauche de Mauroy à Fabius, mais tout autant celles de la droite de Giscard à Chirac et à Barre. Malheureusement, il n'y a pas un seul mot à changer aujourd'hui : les erreurs sont les mêmes. Certes, un fait majeur s'est produit : la fin de l'empire soviétique, dans des conditions que nul ne pouvait imaginer. Mais après avoir reçu un sacré coup, le marxisme a reconquis les esprits et « le Léviathan n'est pas mort » (James Buchanan nous mettait en garde dès 1991 à Berlin).*

*Ai-je perdu mon temps avec la Nouvelle Lettre, puisque rien n'a bougé ? Dans les plus sombres heures de l'ère Mitterrand, ces colonnes ont redonné l'espoir, semé « l'esprit de résistance ». Des victoires ont été remportées, en 1986 et 1993, sous la bannière libérale, en 2002 et 2007 sous la bannière de « la droite » qui ne se voulait déjà plus libérale. Ces victoires ont été sans lendemain parce que la classe politique n'a pas compris le désir de rupture et le besoin de libération qui animaient les Français.*

*Allons-nous vers une nouvelle désillusion ? Est-ce la peine de continuer à se battre contre des moulins ? La Nouvelle Lettre a-t-elle droit à survivre ? Je me pose ces questions, mais vous devinez ma réponse : « Je maintiendrai » et Guillaume d'Orange de préciser « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».*

*En fait, conformément à la logique du marché, **c'est vous et vous seuls qui donnerez la réponse**. Si vous estimez qu'il y a quelque chance de guider l'opposition ou quelque force nouvelle vers les réformes libérales, si vous pensez qu'il est utile de parler du programme libéral, comme l'a fait le « candidat libre » en 2012, si vous êtes décidés à être les hauts parleurs de la liberté, amplifiant le message que nous diffusons ici, alors n'hésitez pas : le mode d'emploi vous est indiqué ci-dessous.*

*Différemment, je vous quitterai en toute amitié, en ayant la nostalgie du temps où je me battais à vos côtés pour la cause de la liberté et de la vérité.*

**Jacques Garelo**

### Si c'est oui : comment la Nouvelle Lettre peut-elle survivre ?

Le passage du papier à l'électronique nous a fait perdre la moitié de nos abonnés, alors même que les abonnements sont passés de 60 à 40 euros. Ces pertes n'ont pas été compensées par l'élargissement de notre cercle, en dépit des efforts des uns et des autres.

Pour survivre, nous devons porter l'abonnement de 40 à 60 € pour ceux qui le peuvent, les autres pourront se réabonner pendant six mois à 40 €. Voici le calendrier de l'ajustement :

**Dès aujourd'hui**, d'après notre fichier, 40 lecteurs dont l'abonnement court jusqu'au numéro 1240 seront sollicités pour ce changement. D'ici juillet (numéro 1244) 40 autres lecteurs seront concernés.

Le numéro de rentrée de fin août sera 1245 : 50 autres lecteurs bénéficieront du même régime.

**Après le numéro 1250**, tout réabonnement ou abonnement nouveau sera proposé à 60 €

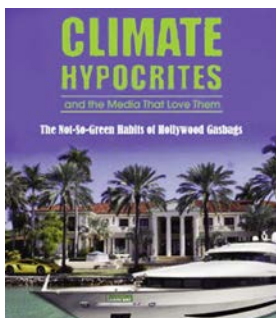
Tous les abonnements constituent un don à l'ALEPS. Les paiements se font par chèque à l'ordre de l'ALEPS et expédiés à Aix (BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex4) ou par paiement en ligne (proposé en page 1 de cette Nouvelle Lettre ou sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org)). Tout don à l'ALEPS est déductible de l'impôt sur le revenu aux deux tiers de sa valeur. Nous fournissons le certificat (cerfa) nécessaire sur demande. Dans ces conditions, le supplément demandé en passant de 40 à 60 € est offert par Bercy. Les entreprises peuvent également donner à concurrence de 1 % de leur chiffre d'affaires.

Les abonnements de soutien sont tout aussi indispensables, même s'ils représentent des montants modiques : les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Enfin, le prosélytisme est la clé du succès : à travers la Nouvelle Lettre élargissez la famille des libéraux conscients et authentiques, adressez-nous des adresses mail pour des personnes auxquelles nous offrirons quatre numéros d'essai.

De notre côté, et dès la rentrée, nous parlerons du programme libéral que l'ALEPS met ne chantier à l'occasion de son cinquantenaire en 2016, et rendez-vous sera pris pour la dernière Université d'Eté de la Nouvelle Economie avant les échéances de 2017.

## Lu pour vous : articles, revues, sites



### Media Research Center : Climate Hypocrites

Une étude récente réalisée par le think tank américain Media Research Center (MRC) concerne le combat que mènent plusieurs célébrités américaines contre le réchauffement climatique. Leur impact médiatique étant considérable, il est important de savoir si leur engagement est sincère ou de pure circonstance.

L'Etude du MRC, qui porte sur une douzaine de personnalités militantes, pourrait prêter à rire si elle ne concernait pas des choses si sérieuses. Car derrière l'engagement écologique le lecteur découvre avec stupeur une terrible hypocrisie. Prenons quelques exemples.

Avec une fortune estimée à plus de 700 millions de dollars, le metteur en scène James Cameron est l'un des plus actifs sur la scène écologique. Le réalisateur du film « Avatar » possède 3 énormes propriétés (dont une de plus de 24000 m<sup>2</sup>), plusieurs motos, un yacht, un hélicoptère (dont un à plus de 32 millions de dollars), plusieurs sous-marins et un véhicule de transport Humvee de l'armée américaine. Cet arsenal pas vraiment écologique n'a pas empêché James Cameron d'affirmer qu'il « croyait dans l'éco-terrorisme ».

L'acteur Leonardo di Caprio est, lui aussi, un grand défenseur de la planète. Début 2015, il a même tenu un discours à la tribune de l'ONU en enjoignant ses compatriotes des classes moyennes à consommer moins d'énergie et à ne pas utiliser trop fréquemment leurs voitures car, « *si nous n'agissons pas tous ensemble, nous allons sûrement périr* ». Ces conseils ne l'empêchent pas de posséder un yacht et d'en louer fréquemment un autre, encore plus grand (150 mètres), qui est la propriété du cheikh Mansour, le patron de la société Abu Dhabi International Petroleum Company... La star du Titanic est aussi une personne qui se déplace fréquemment en jet privé dont les émissions de CO<sub>2</sub> par personne sont au moins 37 fois plus élevées qu'un avion de ligne commercial. En 2014, par exemple, les voyages en jet privé effectués par Di Caprio ont rejeté dans l'atmosphère 2 fois plus de gaz carbonique que le rejet moyen d'un américain durant une année.

Parmi les stars de la lutte contre le réchauffement climatique figure aussi l'acteur John Travolta qui possède une énorme propriété en Floride avec deux pistes d'atterrissage pour ses 5 avions dont un Boeing 707. Enfin, l'ancien vice-président et prix Nobel, Al Gore, a fait de la lutte contre le réchauffement climatique « le sens de sa vie ». Ce qui ne l'a pas empêché de posséder une propriété avec 20 pièces dont la consommation d'énergie est 20 fois plus élevée que la consommation moyenne américaine. Ni de conclure des affaires (sa fortune est estimée à plus de 300 millions de dollars) avec des sociétés qatariennes spécialisées dans les communications et le...pétrole. En 2007, Al Gore a affirmé qu'il ne restait que 7 ans avant que la glace arctique ne fonde complètement... Non seulement, elle n'a pas fondu mais elle s'est même agrandie selon les dernières statistiques. Comme d'ailleurs la fortune d'Al Gore...

**Nicolas Lecaussin**

Avec l'aimable autorisation de la newsletter [irefeurope.org](http://irefeurope.org)



Le 15 Juin de 17h00 à 20h  
L'IRDEME et l'IREF

### L'imposture Piketty : Les riches sont-ils le problème ou la solution ?

Maison de la Chimie  
28, rue Saint-Dominique Paris (7<sup>e</sup>)

Mensonges et affabulations du  
« Capital au XXI<sup>e</sup> siècle » par  
Frédéric Georges-Tudo.

Les riches sont essentiellement des  
entrepreneurs par Nicolas Lecaussin.

Idéologie : son incidence sur l'économie  
réelle à travers la fiscalité par  
Jean-Philippe Delsol.

T. Piketty est-il un économiste ? par  
Alain Mathieu.

Peut-on ignorer le prix du risque  
industriel ? par Bernard Zimmern.

#### Contact et inscriptions

IRDEME Bernard Zimmern -  
Administrateur

46, rue Poissonnière 75002 Paris

Téléphone : 0140137150

E-mail : [contact@irdeme.org](mailto:contact@irdeme.org)



22<sup>e</sup> Colloque du Centre d'Ethique  
Economique

### ETHIQUE ET NUMERIQUE

18 et 19 Juin

Faculté de Droit et de Science politique,  
13628 Aix en Provence Cedex 7

**Jeudi 18 (9h30-18h)**  
« Gratuité » du numérique et  
éthique

**Vendredi 19 (9h30-18h)**  
Le numérique et la protection de  
la vie privée

#### Renseignements et inscriptions :

Tél : 04 42 17 28 73, mail :  
[francoise.bensakkoun@univ-amu.fr](mailto:francoise.bensakkoun@univ-amu.fr) ou  
[fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr](mailto:fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr)  
Site Internet :  
[www.centre-ethique.univ-cezanne.fr](http://www.centre-ethique.univ-cezanne.fr)





## Connaissance du libéralisme

*pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme*

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €

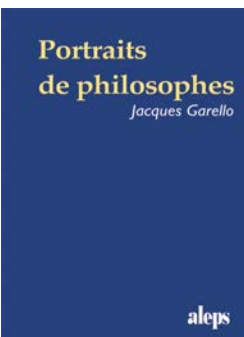


## Se passer de l'Etat

*à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades*

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



## Portraits de philosophes

*pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés*

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



## Portraits d'économistes

*une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie*

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

### BULLETIN DE COMMANDE

- |  |    |   |    |                              |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat         | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes  | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€    |

NOM .....Prénom .....

Adresse .....

E-mail .....

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à  
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4